

Session de Bruxelles – 1902

**Nouvelles règles sur les conflits de lois
en matière de faillite**

(Rapporteur : M. Ernest Roguin)

Article premier

La déclaration de faillite, intervenue dans un des Etats contractants, produit ses effets de la manière ci-après déterminée sur le territoire des autres Etats contractants.

Article 2

Les conditions moyennant lesquelles la faillite est possible ou obligatoire (demande des créanciers, preuve de l'état d'insolvabilité, etc.) sont déterminées par la loi de l'Etat dans lequel elle est compétemment ouverte.

Article 3

L'autorité exclusivement compétente pour ouvrir la faillite est, pour tout débiteur, individuel ou collectif, celle du pays dans lequel il a le siège principal de ses affaires, ou, s'il s'agit d'un non-commerçant, celle du pays où il a son principal établissement.

Dans le cas où le débiteur individuel aurait son domicile personnel dans un autre Etat que celui du siège principal de ses affaires, l'autorité exclusivement compétente sera celle du dernier de ces Etats.

Pour une société, le tribunal exclusivement compétent sera celui du pays où elle a son siège social déterminé sans fraude par les statuts.

Article 4

Les autorités de l'Etat où le débiteur insolvable quelconque, même non mis en faillite dans un autre Etat, aurait, soit une résidence ou un établissement d'affaires secondaires (succursale, comptoir, filiale, agence, etc.), soit des biens même seulement mobiliers, soit des contrats en exécution, pourront, aux termes de leur législation, prendre, d'office ou sur réquisition, toutes mesures provisoires ou conservatoires quelconques, dans l'intérêt des créanciers, des autres tiers ou du débiteur lui-même.

Ces mesures ne pourront jamais aller jusqu'à une déclaration de faillite, ni à l'un des prononcés prévus à l'article 11 (ancien article 18).

Elles seront communiquées à l'autorité exclusivement compétente pour déclarer la faillite, aux termes de l'article 3 (ancien article 6).

Ces mesures prendront fin, lorsqu'une faillite ayant été prononcée par l'autorité exclusivement compétente, les représentants de la masse feront usage des droits à eux conférés par l'article 5 qui suit.

Article 5

Le jugement de faillite, définitif dans le pays où il aura été rendu, même non déclaré exécutoire, aura dans tous les autres Etats force de chose jugée, sous réserve de ce qui est dit plus loin au sujet de la publicité (voir art. 8).

La simple exhibition de ce jugement donnera aux représentants de la masse le droit, dans chaque Etat contractant, d'ester en justice et de prendre toutes mesures conservatoires ou d'administration, notamment de pratiquer des saisies conservatoires, de faire vendre les marchandises sujettes à détérioration et de prendre tous arrangements en vue de la continuation provisoire des affaires du failli.

Article 6

En dehors des mesures prévues à l'article précédent, le jugement de faillite ne pourra donner lieu à des actes d'exécution proprement dits sur les biens, ni contre les personnes qu'après avoir été revêtu de l'exequatur, conformément à la loi de procédure du pays où l'exécution devrait avoir lieu.

Toutefois l'exequatur ne sera pas nécessaire si cette législation ne l'exige pas.

Article 7

Le tribunal de l'Etat de la faillite sera exclusivement compétent pour faire remonter la date des effets de la faillite, dans la mesure prévue par sa législation.

Le même tribunal sera compétent pour statuer sur l'existence et le chiffre des créances (la question des droits préférentiels étant réservée).

Le tribunal de la faillite ne sera compétent pour décider des revendications de tiers que moyennant l'assentiment de ceux-ci. (Même réserve que pour l'alinéa précédent.)

Le tribunal de la faillite aura le droit de statuer sur toutes actions nées directement du prononcé de la faillite, et notamment sur l'action en nullité d'un paiement opéré par le débiteur depuis la date du commencement des effets de la faillite, ainsi que sur celle en annulation des actes passés par lui dans la période de nullité radicale ou dans la période suspecte. Ce tribunal appliquera sa propre loi (*Annuaire*, 1902, vol. 19, p. 282).

Mais les règles ordinaires de compétence demeurent réservées pour les actions qui ne sont pas une suite de la seule déclaration de faillite (action paulienne ordinaire, etc.).

Le tribunal de la faillite sera compétent pour statuer sur les actions en responsabilité intentées contre les fondateurs, administrateurs, directeurs d'une société mise en faillite et autres personnes responsables qu'il y ait eu ou non déclaration de nullité de la société. Le droit applicable, au fond, sera celui du pays de la société, soit de la faillite (*Annuaire*, 1902, vol. 19, p. 280).

Article 8

Le concordat consécutif à la faillite, définitif et obligatoire dans l'Etat de la faillite, sera obligatoire et produira tous ses effets, même sans exequatur, dans chacun des autres Etats.

L'exequatur ne pourra être réclamé que pour les actes d'exécution proprement dits.

Les décisions judiciaires qui libèrent le failli d'une partie de ses dettes sans le consentement des créanciers, spécialement l'*order of discharge* des lois anglaises et américaines, ne produisent aucun effet dans les autres Etats.

Article 9

La déclaration de faillite et le concordat seront rendus publics dans les Etats où il s'agit de leur faire produire leurs effets, dans les formes qu'auront à déterminer les lois de chacun d'eux.

Le jugement déclaratif de faillite ne pourra produire d'effet contre les tiers de bonne foi, dans un autre Etat, qu'à partir du moment de cette publication.

Article 10

Les déchéances civiles spéciales, entraînées par la faillite, d'après certaines législations (perte du droit du chef de la famille sur la fortune de la femme ou sur celle des enfants, etc) demeurent absolument en dehors de la présente réglementation.

Il en est de même des déchéances politiques qui suivraient la faillite, et des condamnations dont sont passibles certains faillis.

Article 11

Les règles concernant la faillite sont également applicables aux liquidations judiciaires, concordats préventifs, sursis de paiement et autres institutions analogues, prévus par les lois des Etats contractants, dans le but d'éviter les déclarations de faillite.

*

(23 septembre 1902)